

LIVRES

Comment mesurer et combattre la pauvreté

2010 est l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Trois ouvrages en anglais pour faire un tour d'horizon international des politiques qui cherchent à la réduire.

COMBATING POVERTY AND SOCIAL EXCLUSION
A statistical portrait of the European Union 2010
Publications Office of the European Union, 2010, 120 pages.

Eurostat nous propose l'un des meilleurs ouvrages sur la pauvreté dans l'Union européenne, ses définitions et ses évolutions. Le Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, avait invité les États membres et la Commission à prendre des mesures pour « donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté » d'ici à 2010. Les dirigeants européens ont ainsi instauré le processus d'« inclusion sociale », avec une « méthode ouverte de coordination » (MOC) permettant la coopération, en commençant par l'établissement et le suivi de données.

Conventionnellement, 17 % des habitants (et 20 % des enfants) dans l'Union sont considérés, à la fin des années 2000, comme « pauvres », ou, plus précisément « à risque de pauvreté », c'est-à-dire vivant dans un ménage dont les revenus sont inférieurs à 60 % du revenu médian. Le fait d'avoir un emploi n'est pas toujours suffisant pour échapper à la pauvreté et 8 % de la population européenne est « menacée de pauvreté » bien que détenant un emploi. Certes, il n'y a pas grand-chose à voir entre les seuils nationaux de pauvreté et les conditions de travail au Luxembourg ou en France, d'un côté, en Bulgarie et en Roumanie, de l'autre. Mais le suivi des évolutions est rendu possible. Surtout, il y a prise en compte, par Eurostat, avec le plus grand sérieux et le plus grand soin du caractère multidimensionnel de la pauvreté. On trouvera donc dans ce document tout ce que l'on peut souhaiter savoir sur la pauvreté (dans ses diverses appréciations, monétaires, en conditions de vie et privations matérielles), les inégalités, l'exclusion sociale et la protection sociale (qui, en moyenne, réduit la pauvreté de 32 % dans l'Union).

Les spécialistes y trouveront des statistiques européennes harmonisées, moins précises que des statistiques nationales françaises, mais ayant le mérite de proposer plus rapidement des chiffres. Dans cet ouvrage, disponible gracieusement sur Internet (<http://ec.europa.eu/eurostat>), ils trouveront par exemple les données 2008 pour la France, notamment pour des indicateurs importants comme la pauvreté. Celle-ci, définie à partir d'un seuil fixé une année et ensuite simplement corrigé de l'évolution de l'indice des prix, est l'indicateur central retenu pour suivre l'objectif français de réduction de la pauvreté. Au total, un document clair et riche, à télécharger et à compiler sans modération.

CHANGING POVERTY, CHANGING POLICIES
Sous la direction de Maria Cancian, Sheldon Danziger
Russell Sage Foundation, 2009, 422 pages.

Le travail, les familles, les migrations ont changé. La pauvreté, par conséquent, également. Dans un gros volume, certains des plus grands experts américains font état de la situation outre-Atlantique, où le président Johnson avait, en 1964, déclaré une « guerre inconditionnelle » à la pauvreté, imaginant qu'on pourrait éradiquer le problème le temps d'une génération. Les Américains disposent d'une définition officielle de la pauvreté, avec un seuil absolu établi dans les années 1960, ajusté depuis seulement en fonction de l'inflation. En 2008, un individu est compté comme pauvre lorsque ses revenus mensuels sont inférieurs à 916 dollars. Avec cette mesure, jugée désormais incomplète et obsolète, il apparaît que la pauvreté, malgré les périodes d'expansion, n'a jamais été aussi faible qu'en 1973. Il y a eu donc d'abord des progrès substantiels, puis une stagnation. Les chiffres sont tristes : 12,8 % de pauvres en 1968, 12,3 % en 2006. Mais les moyennes masquent des transformations majeures. Sur la période, le taux de pauvreté des personnes âgées est passé de 25 % à 9 % ; celui des enfants de 15 % à 17 %. Le nombre de travailleurs pauvres a considérablement crû. Malgré d'incontestables progrès, les disparités ethniques demeurent. En 2007, 8 % des Blancs sont pauvres, contre 25 % des Noirs, 22 % des Hispaniques et 10 % des Asiatiques. 40 points séparaient Noirs et Blancs en 1950, 24 en 1993. Environ la moitié des pauvres aux États-Unis sont des Noirs ou des Hispaniques. Une moitié également des pauvres vivent dans des familles monoparentales. La statistique américaine a l'intérêt d'être précise et dynamique. Avec une appréciation mensuelle de la pauvreté, c'est un Américain sur cinq qui connaît la pauvreté chaque année. Depuis 1990, un tiers des enfants ont été pauvres au moins un moment.

Nos auteurs, progressistes, souhaitent une refondation de la lutte contre la pauvreté, afin de s'adapter aux nouvelles données économiques et démographiques. Attirés par l'Europe, ils visent, même si le terme n'apparaît pas dans l'index, une certaine « flexisécurité ». Trois grandes directions se dégagent : soutien au revenu des travailleurs pauvres (avec augmentation du salaire minimum et possibilités améliorées de cumul avec des transferts sociaux) ; investissements de politique familiale pour permettre aux parents de mieux concilier responsabilités familiales et professionnelles (avec des congés parentaux rémunérés, des crèches subventionnées) ; financements dans l'éducation et la formation (réduction de la taille des classes). Malgré la crise, qui a déjà

de très fortes incidences sur la pauvreté, les experts se déclarent optimistes en raison du volontarisme de l'administration Obama.

THE BOTTOM BILLION
Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About it
Par Paul Collier
Oxford University Press, 2007, 224 pages.

L'économiste anglais Paul Collier, spécialiste de l'Afrique et ancien directeur de la recherche de la Banque mondiale, s'intéresse aux plus pauvres du monde. Loin des stars du « charity business » international, des économistes souvent péremptoires et des lobbies de l'industrie du développement, il analyse la situation des pays les plus défavorisés, dans un ouvrage clair et percutant rédigé pour le grand public.

Il s'intéresse au milliard de personnes qui vivent dans une soixantaine de pays parmi les moins développés (la plupart en Afrique et en Asie centrale). Avec une espérance de vie moyenne de 50 ans, ils ne prospèrent pas, stagnent au mieux, et sont parfois plus pauvres aujourd'hui qu'en 1970. Il s'agit de territoires où, selon Collier, l'on vit comme nous vivions en Occident au XIV^e siècle. Ces pays sont concernés par au moins un « piège » de développement : guerres civiles ; économies reposant uniquement sur l'exploitation de ressources naturelles ; situations géographiques défavorables et voisinages néfastes ; gouvernances déplorables.

Collier encourage les interventions militaires des pays démocratiques du Nord pour protéger des coups d'État. Il plaide pour le libre-échange afin de permettre à ces pays de connaître enfin la croissance. Surtout, il invite à un redéploiement des moyens d'intervention. 80 % des 5 milliards d'habitants des pays dits « en développement » connaissent maintenant ce développement, parfois de manière fulgurante. Pour Collier, le plus facile à être fait, et il faut maintenant profondément réviser les instruments. Les objectifs du millénaire pour le développement, fixés en 2000, et consistant notamment à diminuer par deux l'extrême pauvreté en 2015 sont datés. Les résultats pourraient être atteints par la seule dynamique des géants démographiques (Inde et Chine) devenus des géants économiques. Mais les plus pauvres des nations n'ont toujours pas vu leur situation s'améliorer, quand elle ne s'est pas détériorée. Aussi, pour Collier, il serait plus efficace (même si, comme il le note, « moins glamour ») d'établir les moyens humains des agences de développement au Tchad ou au Laos plutôt qu'au Brésil ou en Chine. Sans sentimentalisme inutile, Collier souligne qu'il n'y a pas seulement là une question humanitaire, mais aussi un problème de stabilité géopolitique.

JULIEN DAMON, PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES-PO (MASTER D'URBANISME)

CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES PAR DAVID THESMAR

La vertu de l'euro-complot

Depuis décembre dernier, l'euro a perdu près de 10 % par rapport au dollar. A qui la faute ? Il est de notoriété publique que de nombreux « hedge funds » parient des sommes de plus en plus importantes sur la chute de notre devise. La semaine du 8 février, les marchés dérivés ont vu s'accumuler des positions vendeuses sur l'euro à un niveau record. Et, selon le « Wall Street Journal », des grands gérants de « hedge funds » new-yorkais se réunissaient discrètement pour discuter leurs opinions (toutes négatives) sur le futur de l'euro. Un dîner secret, des personnages influents de la haute finance, un plan pour faire chuter l'euro : tous les ingrédients sont en place pour donner chair à la théorie du complot. Mais doit-on vraiment y croire ?

Pour les économistes, il y a, en gros, deux sortes de spéculations : la gentille et la méchante. Le gentil spéculateur est celui qui observe que le marché se trompe et cherche à en bénéficier. On se rappelle l'exemple du financier américain David Einhorn, qui s'était appuyé sur l'analyse des documents comptables pour anticiper la chute de Lehman Brothers dès le printemps 2008. Ce type de spéculation est utile car il conduit le marché à transmettre l'information : le gentil spéculateur apporte la vérité aux marchés ignorants. Nombreux étaient les analystes et industriels qui se plaignaient de la force de l'euro en 2009 : les spéculateurs comme George Soros ont donc tiré les conséquences de cette quasi-unanimité en pariant sur la chute de notre devise. Dans ce cas, si les spéculateurs font baisser l'euro, c'est donc plutôt une bonne nouvelle.

Mais les critiques de la spéculation leur prêtent des motivations plus sombres : en vendant massivement, ils essaient de bluffer les marchés, leur faisant croire que la vraie valeur de l'euro est plus basse qu'elle n'est en réalité. Si les marchés sont dupes, un nouveau cours, plus bas, va s'établir, rendant de fait le pari baissier rentable. Pour cela, il faudrait que les spéculateurs aient la capacité de faire vraiment pression sur les prix pendant une période assez longue. Or, sur le marché des changes, l'essentiel des transactions concernent des investisseurs de long terme ou des entreprises qui cherchent à se protéger contre les fluctuations de devises. Résultat : entre 3 et 4 milliards de milliards de dollars sont échangés tous les jours, dont un peu plus du tiers porte sur l'euro, ce qui est énorme en comparaison du capital que peuvent engager les spéculateurs. Il faudrait donc que le marché soit vraiment crédule pour acheter le bluff de ces lilliputiens de la finance. D'ailleurs, lors-

que les paris à la baisse contre l'euro ont atteint un niveau historiquement haut au début février, la parité euro dollar n'a pas vraiment bougé. Mais, même à supposer la manipulation possible, quel en serait le coût social ? Si la parité de change devient trop basse, ce serait la zone euro qui s'appauvrirait, puisqu'elle devrait exporter davantage pour pouvoir maintenir ses importations. Ce qui revient à supposer, à nouveau, que l'euro risque d'être sous-évalué ; une position que bien peu d'industriels et de politiques adoptent. Il faut savoir ce qu'on veut : si l'euro est trop cher, il faudrait donc remercier les spéculateurs de casser ce mauvais équilibre.

Au-delà du problème de l'euro, c'est plutôt pendant les périodes d'euphorie financière que dans les phases de crise que la méchante spéculation l'emporte. Par exemple, les économistes Markus Brunner-

Si l'euro est trop cher, il faudrait remercier les spéculateurs de casser ce mauvais équilibre.

meier et Stefan Nagel ont démontré que certains « hedge funds » avaient amplifié la bulle high tech en étant acheteurs pendant la hausse, et devenant immédiatement vendeurs lorsque le Nasdaq s'était effondré. De même, pendant les années 2005-2007, les opérateurs financiers ont alimenté la bulle sur les marchés de crédit en achetant massivement de la dette titrisée ou en vendant de la protection contre le risque de défaut. Dans ces deux exemples, les spéculateurs ne fondaient pas leurs paris sur une analyse fondamentale de la situation, mais sur l'hypothèse, d'ailleurs réaliste, que la bulle n'éclaterait pas demain, et que, d'ici là, les prix auraient monté. Sans comploter, les spéculateurs déstabilisaient l'économie... sans pourtant déclencher d'outrage politique. Car ce qui choque, dans la spéculation, ce n'est pas qu'elle soit socialement néfaste, mais qu'elle bénéficie, en pleine crise, à un petit nombre de financiers. Le rejet de la spéculation doit plus à notre aversion instinctive aux inégalités qu'à l'analyse économique.

David Thesmar est professeur de finance à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Brunnermeier et Nagel, « Hedge Funds and the Tech Bubble », « Journal of Finance », 2004

La crise : un accélérateur de l'histoire

La grande dépression de 2008-2009 a été un accélérateur des grandes tendances dans les relations internationales et a fait de la Chine le grand vainqueur de cette crise. Mais pour combien de temps ?

« VAINQUEURS ET VAINCUS »
par François Heisbourg, éditions Stock, 138 pages, 12 euros.

« LES CONSÉQUENCES STRATÉGIQUES DE LA CRISE »
sous la direction de François Heisbourg, éditions Odile Jacob, 194 pages, 22,50 euros.

Faut-il classer au rang des ruptures historiques majeures la grande récession de 2008-2009 ? Certes, la crise n'est vraisemblablement pas terminée et il faut être prudent avant de tirer des conclusions définitives sur sa signification en termes de relations internationales.

Deux ouvrages, l'un de François Heisbourg, président notamment de l'International Institute for Strategic Studies de Londres, et l'autre, collectif, sous la direction du même politologue, également conseiller spécial de la FRS (Fondation pour la recherche stratégique), tentent néanmoins de répondre à cette question. S'il est difficile d'affirmer encore qu'il y a une rupture stratégique, il ne fait aucun doute que la grande récession a déjà accéléré des tendances.



Dans « Vainqueurs et Vaincus », François Heisbourg affirme en tout cas que « la Chine est, malgré les incertitudes entourant sa gouvernance, le "primus inter pares" des vainqueurs de la grande récession ». La république populaire est cependant suivie « en bon ordre » par l'Inde, l'Indonésie et le Brésil.

Ce que la crise a en tout cas confirmé, c'est bien aussi la fin du « moment unipolaire » des États-Unis, même si l'Amérique reste toujours la première puissance mondiale.

Dans un des textes réunis dans « Les Conséquences stratégiques de la crise », Bruno

Tertrais, de la FRS, va même plus loin en parlant de « résilience » pour qualifier l'immense réactivité de la société américaine, capable de « se réinventer en permanence. Ce qui n'a pas d'équivalent en Asie ou en Europe ».

Le grand perdant, c'est finalement le Japon, qui, note François Heisbourg, a déjà vingt années d'expérience du déclin. Mais, attention : l'Europe n'est pas mieux lotie à ses yeux, même si elle n'a finalement pas traversé plus mal la grande récession que les États-Unis et a fortiori la Russie. Mais « nos faiblesses structurelles, dit-il, pèsent sur notre capacité de rebond ». C'est peut-être l'un des grands désaccords avec Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Robert-Schuman, pour qui l'Europe a montré « une résilience certaine » et a su mettre en œuvre des mesures de relance efficaces. L'euro, écrit-il, « a surmonté sa première grande crise que les augures d'outre-Atlantique ne cessaient de lui prédire fatale ». Reste à savoir si l'euro sera capable de surmonter encore les conséquences de la crise budgétaire grecque.

JACQUES HUBERT-RODIER

LA REVUE DU JOUR

Regards croisés sur la réforme des retraites



Le propos. De financière, la crise est devenue économique et sociale avec en première ligne les systèmes de retraite. Pour la seule année 2008, les actifs des fonds de pension des pays de l'OCDE ont perdu le quart de leur valeur, soit 5.400 milliards de dollars. Difficile de croire, comme le soulignent deux économistes de l'organisation de coopération et de développement économiques, Edward Whitehouse et Anna Christina D'Addio, que les systèmes publics n'aient pas été aussi violemment touchés alors que, notamment, les déficits budgétaires des pays dits industrialisés se sont envolés ! L'article, publié dans « Constructif », édité par la Fédération française du bâtiment, rappelle que la crise n'a pas créé

des difficultés structurelles tenant au vieillissement de la population, elle les a exacerbées. Ce qui oblige à agir et « à démontrer le bien-fondé des systèmes de retraite diversifiés ».

L'intérêt. Après le sommet du 15 février avec les partenaires sociaux, Nicolas Sarkozy a fait preuve d'une certaine prudence sur la question des retraites. Il n'empêche que le débat est largement ouvert. « Constructif » l'alimente en réunissant vingt contributions de spécialistes, mais aussi de politiques qui répondent à des questions sur ce sujet d'actualité brûlante en étudiant, notamment, plusieurs autres pays comme la Suède. J. H.-R. « Constructif », n° 25, février 2010. Articles disponibles sur www.constructif.fr